

Vous avez dit..SECURITE ?

Rappel des faits :

Le 05 Août 2018, notre bureau local a présenté le résultat du sondage des avis des surveillant(e)s pour le passage ou non du 4/2 (dit 3/3), en 3/2 (dit 2/3). Ce sondage a été effectué sur 2 mois auprès de 99 Surveillant(e)s de détention, afin de pouvoir recueillir l'avis de chacun des collègues qui ont tous un contact direct avec la population pénale. Les résultats ont ainsi démontré que 84 surveillant(e)s sur les 99 interrogé(e)s, souhaitent le changement du service actuel, pour un passage en 3/2 (dit 2/3).

Après affichage du résultat de ce sondage, les organisations syndicales majoritaires (FO-USOENC-STKE) se sont offusquées des affirmations de notre bureau, sur le fait que ceux-ci, privilégiaient leurs projets personnalisés, au détriment des sollicitations de la majorité des surveillant(e)s. Ces OS réunies en Inter-Syndicale, se sont donc attelées à nous présenter sous forme de propagande « contre » le 2/3, le service qu'ils auraient eux-même préparé, et pour lequel ils ont appelé par mail, l'ensemble des surveillant(e)s à donner leur avis.

Le S.P.S au CP de NOUMEA tient à dénoncer que cet argument sur le manque d'effectif, est une des nombreuses manipulations en communication orale (pour ne pas dire « mensongères »), que ces OS mettent dans la tête des surveillant(e)s, afin de les faire taire, pour que seules leurs idées et projets soient mis en place, au détriment de l'amélioration de nos conditions de travail en détention et de notre sécurité.

Car en effet, comment expliquent-ils le fait que notre Directeur, ait proposé la mise en place de ce service si nous étions réellement en manque d'effectif ? Et comment expliquent-ils aujourd'hui, qu'après que l'inter-syndicale ait mis de côté le 2/3, pour soit disant, se concentrer sur les renforts en brigade, la Direction émet un appel à candidature pour la création d'une équipe locale d'intervention, autorisant par conséquent, la sortie de 9 surveillants de la détention, alors que, selon ces OS, nous sommes en manque d'effectif ? **Nous aurait-on MENTI ?**

Aujourd'hui, nous estimons nécessaire d'intervenir suite à l'annonce de la création de l'Equipe d'intervention locale de sécurité, constituée de 13 surveillants dont 1 Chef d'équipe, 8 surveillants titulaires et 4 en « réserve opérationnelle ». En effet, nous estimons nécessaire de rappeler que : De tous les maux annoncés par cette inter-syndicale pour contrer la mise en place du 2/3, ceux-ci ont insisté lourdement sur le fait que, « au jour d'aujourd'hui, le 2/3 ne peut être mis en place par MANQUE D'EFFECTIF ».

Or, qu'en est-il maintenant ? Car le résultat final dû à LEURS précédentes INTERVENTIONS SYNDICALES auprès des « hautes sphères », est que les brigades de détention vont se retrouver DEGARNIES de 9 surveillants, et/ou de 13 si l'on tient compte de la liste complémentaire.

Chères collègues surveillants et surveillantes... Ne soyez pas dupes.

Ne voyez-vous donc pas que leurs intérêts ne sont pas les mêmes que les vôtres ?

Ne comprenez-vous pas que ces personnes que vous avez élues et qui sont censées travailler pour vous, travaillent en fait, contre vous ?

Pourquoi pensez-vous que suite au sondage, cette inter-syndicale nous a présenté dans la foulée, leur proposition de service en 2/3, tout en exposant uniquement, des arguments négatifs sur le service qu'ils proposaient ?

C'est parce que ce n'est pas leur priorité, et que toutes manipulations sont bonnes pour vous endormir. Le sondage de votre opinion les a juste bousculé et dérangé dans leur petit confort, car vu le nombre de surveillant(e)s qui y ont participé, ils se sont sentis obligés d'apporter des réponses au plus vite, à leurs adhérents. Mais le seul projet qui leur tient à cœur, c'est bien la création de leurs équipes dédiées, même si c'est au détriment de la sécurité en détention. Et oui ! Car après nous avoir assuré que, leur revendication pour le 2/3 était la création d'un 3^{ème} poste dans chaque quartier pour notre sécurité, voici qu'ils laissent se mettre en place une équipe dédiée (pour laquelle ils se sont battus), sachant que celle-ci va dégarnir automatiquement les brigades !

Le dégarnissage des brigades pour la création de cette équipe, est-elle VRAIMENT sécuritaire à quelques jours du référendum ?

Pour rappel, celle-ci était déjà actée depuis la Direction tenue par Monsieur LAGRANGE, mais n'avait pas été mise en place par manque d'effectif. Alors pourquoi avoir attendu le 12 Octobre 2018, soit 23 jours avant la date référendaire, pour dégarnir les brigades et nous replonger dans l'insécurité en moyen humain sur le terrain ? Pourquoi l'inter-syndicale, à la veille du référendum, ne s'oppose pas plus fermement au dégarnissage de nos brigades ? A qui profite « le crime » ?

Vraiment, nous aimerions croire en la bonne volonté et surtout, à l'honnêteté de ces OS majoritaires du CP de Nouméa, MAIS à chacun de leurs discours et de leurs promesses, les surveillant(e)s subissent toujours au final, les conséquences de leurs revendications « en sous-marin ».

Nous tenons à certifier que, le S.P.S est POUR la création des équipes dédiées, mais PAS au détriment de notre sécurité au quotidien sur les coursives, PAS en dégarnissant nos brigades actuelles. Notre priorité c'est d'abord, de gonfler les effectifs en détention, avant de créer les équipes dédiées, car c'est être vraiment inconscient et irresponsable de monter ce type d'équipe en dégarnissant les brigades.

A près de 23 jours du référendum d'accession à la pleine souveraineté de notre pays, les Forces de Police et de Gendarmerie voient déjà leurs effectifs renforcer de 305 personnels métropolitains. Et nous, au Camp-Est, on décide de dégarnir nos coursives pour monter une équipe qui n'aura même pas le temps d'acquérir, tel les ERIS, les techniques et gestes professionnels d'intervention pour le 4 novembre !

**Y a pas comme un problème là ?
Et après on ose venir nous parler de SECURITE ?**

NON, nous, bureau local du S.P.S au CP de Nouméa, nous refusons que nos brigades soient dégarnies. NON, PAS MAINTENANT, pas en cette période délicate et sensible !

Nous appelons notre Direction ainsi que les organisations syndicales majoritaires, à s'inquiéter et à reporter la mise en place de cette équipe, en début d'année prochaine, afin qu'aucune brigade ne soit dégarnie le temps de passer cette période sensible pour notre pays.

SOYONS TOUS RESPONSABLES ET AGISSONS POUR NOTRE SECURITE AVANT TOUT !!!

Le bureau local du S.P.S au CP de Nouméa,
Le 12 Octobre 2018.